LE GALERIEN

Avril 2019

« Mensuel à périodicité variable de la section Solidaires Finances Publiques des Pyrénées Atlantiques »

Au sommaire :

- *Le CTL du 9 avril 2019.*
- *L'action syndicale du 1er trimestre 2019.*

Le CTL du 9 avril 2019.

1er CTL « effectif » de l'année 2019 , suite au boycott du CTL « suppressions d'emplois » de début janvier 2019.
Bilan bien décevant de ce CTL, la directrice ayant répondu « non » à toutes nos demandes, ou ayant reporté à une date ultérieure les autres réponses qu'elle pourrait nous apporter, notamment la déclinaison, que nous attendons avec impatience, des restructurations qu'elle a proposées pour la période triennale [2020-2022] dans le cadre de la « géographie revisitée »….

notre déclaration liminaire :

Madame la présidente,

Aujourd'hui, l'objectif du gouvernement pour la DGFIP est simple : externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, diviser par 4 le nombre des implantations, limiter l'accueil du public aux contacts dématérialisés, abattre notre statut, détruire le service public, au mépris de l'égalité de traitement des citoyens devant l'impôt.

Pour empêcher la destruction de notre administration, les agents de notre Direction, comme partout en France, participent massivement à diverses actions, grèves, rassemblements, pétitions, interpellation des usagers, des élus, des gouvernants en visite dans nos services.

Ce CTL se tient dans ce contexte tendu, sans aucune information sur le devenir des services et des agents de notre Direction dans le cadre de la « géographie revisitée » annoncée par notre ministre.
L'absence de ce point, crucial pour les agents, à l'ordre du jour initial de ce CTL est particulièrement choquante dans cette période troublée.

En préambule à ce CTL, les élus de Solidaires Finances Publiques 64 affirment leur soutien total aux collègues de la Haute-Garonne, scandaleusement traînés devant les tribunaux par leur Direction Régionale, qui a envoyé les huissiers chez eux, pour avoir simplement défendu avec conviction et détermination leur Service Public Fiscal dans leur Direction. Nous nous réjouissons de la décision du Tribunal Administratif de Toulouse, qui a rejeté la requête de la Direction Régionale de la Haute-Garonne.

1) Ponts naturels 2019 :

« ponts naturels » 2019 proposés par la Direction : vendredi 31 mai (ascension) et vendredi 16 août ; pas de consultation des agents cette année vu le peu de possibilités de ponts offertes en 2019 ;
Nous avons proposé, comme les années précédentes, qu'aucun agent ne soit obligé de poser un jour de congé lors de ces ponts naturels : fermeture au public des services lors de ces 2 journées, l'agent qui veut prendre un « pont » le prend, l'agent qui ne souhaite pas le prendre vient travailler. Cette solution est d'autant plus envisageable que la plupart des services ferment désormais leur accès au public 1 jour par semaine, sans que cela ne pose des problèmes d'organisation insurmontable ; réponse de la directrice : « non » pour cette année, à voir pour l'année prochaine dans le cadre de la consultation des agents pour le choix des ponts naturels….

Une Organisation syndicale a demandé à la Directrice l'octroi, pour tous les agents, d'une journée d'autorisation d'absence lors d'un des 2 ponts naturels, comme accordé par la DDFIP des Hautes-Pyrénées, en récompense des efforts des agents dans cette période de sous-effectifs, mise en place du PAS, surcharges des services….
Enfin une mesure possible au niveau local, sans pouvoir s'abriter derrière les contraintes incontournables dictées par Bercy !!!
réponse de notre Directrice : « non » !!!
Les agents du 64 seraient donc moins méritants ou moins surchargés que ceux du 65, ?? pas de réponse ….
Ce qui est possible dans un autre département ne l'est pas chez nous ? Pas de réponse…

2) <u>fusion des 2 Services de Publicité Foncière (SPF) de Bayonne, et des 2 SPF de Pau.</u>

Fusions proposées dans le cadre d'un projet global national, le 11 juin 2019 pour les 2 bureaux de Bayonne, et le 21 octobre 2019 pour les 2 bureaux de Pau.
Présentées comme une solution aux difficultés dans lesquelles se trouvent ces services, ces fusions ne vont à notre avis rien arranger, à défaut d'effectifs suffisants ; le retard des SPF de Bayonne s'établit, au jour du CTL, à 143 jours environ, et à 265 jours pour les SPF de Pau !! les 2 bureaux à fusionner, à Bayonne comme à Pau, doivent avoir les mêmes « retards » au jour de la fusion ; Au regard des difficultés rencontrées par ces services, des renforts de la Brigade Nationale d'Intervention SPF ont été obtenus par notre Direction : 5 agents pendant près d'un mois, en avril, affectés aux SPF de Bayonne avant la 1ere fusion prévue ; Si ces renforts sont reconduits sur le mois de mai, ils seront affectés aux SPF de Pau.
Au niveau installation physique des agents, les projets d'aménagement des espaces seront soumis au prochain CHS-CT de fin avril ; Les agents du futur service fusionné de Bayonne ont demandé un aménagement confortable du futur service, avec des espaces cloisonnés pour 2 ou 3 agents ; Les 6 agents du bureau 2 rejoindront l'espace actuel du bureau 1, avec, donc, moins d'espace disponible par agent. La direction a été plus que floue sur l'utilisation future de l'espace ainsi libéré par le bureau 2, la politique immobilière de l'État étant en charge du préfet….. Bientôt des administrations autres que la DGFIP dans l'immeuble de la rue Vauban à Bayonne ?
Comme pour l'ensemble de la « géographie revisitée », nous n'avons pas pu en savoir plus...
Présenté comme accepté par la totalité des 6 agents, le transfert du bureau 2 au bureau 1 n'a pourtant pas été accueilli favorablement par 3 de ces 6 agents…. De plus, comme toutes les fusions que nous avons subies, ces nouvelles fusions créeront des services plus propices aux futures suppressions d'emplois, annoncées comme terribles ; Nous avons donc voté « contre » ces fusions, comme l'ensemble des Organisations Syndicales. Le projet sera donc représenté lors d 'un CTL ultérieur.

3) <u>point d'information sur la trésorerie de Bedous :</u>

Le feuilleton de la trésorerie de Bedous a été palpitant :
La DGFIP a fermé la trésorerie de Bedous par arrêté du 28.11.2018. Une présence « light » a été rétablie par décision du 16.01.2019 ; Puis un arrêté du 06.03.2019 a abrogé l'arrêté antérieur et rétabli à Bedous une trésorerie de plein exercice.
Ces atermoiements ont causé des problèmes de fonctionnement importants, au chef de poste et agent concernés, aux équipes ayant travaillé sur ces sujets.
Avec les trésoreries de Monein et de St Etienne de Baigorry, ce sont donc 3 propositions de fermeture au 1er janvier 2019 de notre Direction locale qui auront été retoqués par la centrale !!
Preuve que la mobilisation des agents, des usagers, des élus locaux, des parlementaires est parfois payante !! exemples également du nouveau concept de « déconcentration de proximité », pris au sens littéral du terme ?

4) <u>point d'information sur le télé-travail :</u>

45 candidatures, dont 39 retenues, le télé-travail se met en place dans notre direction, à raison d'1 jour ou de 2 jours par semaine pour les agents concernés ; La configuration des portables par la CID est maintenant achevée. Un premier bilan de ce nouveau mode de travail sera fait en fin d'année 2019.

5) <u>point d'information sur le budget 2018 :</u>

les dépenses progressent de 3,4 millions d'€ en 2017 à 3,7 millions d'€ en 2018.
évolutions notables :
les dépenses d'affranchissement diminuent encore, de 94000 € (40 % de baisse depuis 2016) ; l'entretien courant progresse de 190000 €, avec notamment des dépenses de travaux place d'Espagne ; les frais de déplacement augmentent de 63000 €, les frais de télécommunication de 46000 € ; les dépenses de sécurité diminuent de 76000 €.

6) <u>situation du service RH de la direction :</u>

Le service Ressources Humaines / Formation Professionnelle de notre DDFIP a alerté la directrice sur sa situation :
composé de 1 A et 2,5 B pour la partie RH et de 1 A et 0,5 B pour la partie FP depuis le passage à SIRHIUS et le transfert de la mission de « paye » à Bordeaux, ce service, déjà sous-doté en effectifs avant ces changements, l'est encore davantage depuis, au regard des charges subsistantes.
Un des agents expérimenté partant prochainement à la retraite, le service a tiré la sonnette d'alarme ; un appel à candidature a été effectué par la direction, mais aucun des 2 postulants n'a été retenu, la Direction ayant préféré ré-affecter aux RH un agent y ayant déjà travaillé auparavant, avant d'en être écarté lors de la dernière réorganisation des RH, avec transfert de missions à l'échelon régional. Cette mesure compensera, au mieux, le prochain départ à la retraite, mais ne suffira pas à redresser la situation de pénurie d'effectifs du service.
A la demande de renfort des agents de ce service, et de leurs représentants lors du CTL, la Directrice a répondu qu'elle ne savait pas encore si elle pourrait y affecter un agent supplémentaire : nous attendrons donc encore….

7) <u>Point d'étape sur le projet de « géographie revisitée » dans notre Direction.</u>

Même réponse, à laquelle nous sommes maintenant habitués : nous verrons plus tard….
Plus tard, ce sera fin juin d'après la Directrice.
Bien tard, quand on sait que d'autres DDFIP ont déjà dévoilé leurs propositions de restructurations sur leurs départements.
Bien tard, car après le mouvement local d'affectations de juin : les agents se trouveront devant le fait accompli, découvrant le devenir ou la disparition programmée de leur service après un mouvement local de mutation auquel ils auraient pu éventuellement participer si ils avaient été informés de certaines évolutions.
Bien tard quand on connaît l'ambition affichée par notre gouvernement au niveau du volume des suppressions d'emplois pour ces 3 prochaines années (- 120000 dans l'ensemble de la fonction publique, - 50000 dans la fonction publique d'Etat, - 20000 aux Finances ??)

8) <u>questions diverses :</u>

- Situation de la Trésorerie d'Anglet :
La situation de cette trésorerie a été évoquée, avec manque d'effectifs, pression permanente, tensions entre agents… La Direction propose la mise en place d'un Espace de Dialogue entre les agents concernés, comme cela avait été fait une fois sur notre direction, sur le service Accueil de Pau ; Les échanges sont menés par des « facilitateurs », venus de Directions extérieures.
Nous savons bien que les situations d'extrêmes tensions ne peuvent que se multiplier, et qu'aucun service n'est à l'abri de s'y trouver confronté, dans ce contexte délétère de suppressions d'emplois. Les perspectives sont effrayantes pour l'avenir si nous ne nous y opposons pas !!

- suppression d'Internet dans les PCE et PCRP : Nous avons rappelé notre demande de retour d'un accès internet aux services PCE et PCRP du 64, qui se les sont vus supprimer fin 2018 : nous avons rappelé le caractère indispensable de cet outil pour les services de contrôle et de programmation du contrôle fiscal ; Cette suppression apparaît incroyable, dans une administration qui se targue d'être à la pointe du progrès, connectée, dématérialisée, qui oblige les contribuables, particuliers et professionnels, à télé-déclarer, télé-payer, télé-demander, etc…., et qui supprime un outil incontournable comme Internet à ses services de contrôle et de recherche ! Les impératifs budgétaires nous ont encore été opposés, entraînant le

contingentement des accès internet alloués à chaque direction.

- Accueil Biarritz : les 3 agents assurant en permanence l'accueil du public à Biarritz ont demandé à voir leur affectation locale « SIP Biarritz » transformée en « relations publiques Biarritz », plus fine, comme c'est le cas pour les agents effectuant exactement les mêmes missions à Pau et à Bayonne ; La Directrice va examiner cette demande.

- Les agents de l'accueil de Pau ont transmis une liste de demandes et de disfonctionnements de leur service : VMC en panne, fréquentation en hausse, Gestionnaire de File d'Attente inadapté et source de complications.
Leur zone de repli, dont la vocation est d'être un espace de calme et de tranquillité, est en fait une zone de passage permanent ; de plus, avec l'arrivée de la trésorerie municipale de Pau, c'est cette zone qui est prévue pour l'accueil des régisseurs ;
Les agents proposent 2 solutions alternatives pour la zone de repli : soit l'espace laissé vacant par le SIE de Pau Sud lors de sa fusion, soit l'espace du service courrier.
En réponse, M Cagnat a précisé que l'espace de l'ex-SIE Pau Sud était déjà réservé pour le PRS, actuellement au petit-monpezat ; Un des objectifs est de « vider » entièrement le petit-monpezat, pour « densifier » les espaces, économiser des dépenses de fonctionnement et d'entretien, vendre les espaces libérés. Pour lui, la solution aux problèmes évoqués viendra de la quasi-suppression de la mission d'accueil, avec la suppression de la TH, de la redevance-télé, le PAS, les télé-procédures, etc...
Les conditions de travail des camarades de l'accueil de Pau ne sont donc pas près de s'améliorer !!!

Les actions syndicales en cours….

Depuis le début de l'année et le boycott du CTL « suppressions d'emplois », les agents des Finances sont dans l'action partout en France : réforme de la fonction publique en cours, annonces de suppressions d'emplois drastiques, présentation des plans de « géographie revisitée » dans les DDFIP, attaques contre notre statut, contre les règles de gestion des agents, etc.… Les raisons de la colère ne manquent pas et le ras-le-bol s'exprime un peu partout en France, de diverses manières selon les Directions : le mouvement est maintenant profond et doit s'amplifier. Le site national de Solidaires Finances Publiques relate largement ces différentes actions ; notre site local 64 rend compte largement, également, des actions en cours sur notre département. Vous pouvez y accéder sur notre **Ulysse 64, rubrique « vie pratique » > « syndicats ».**
ou https://sections.solidairesfinancespubliques.info/640/

grève et rassemblement devant le CGFIP D'Orthez le 14 mars :

interpellation de M DUSSOPT le 22 mars au Centre de Contact de Pau :

grève et rassemblement devant le CDFIP de Biarritz le 28 mars :

AMPLIFIONS LA MOBILISATION !!!!!